

 <p>utbm université de technologie Belfort-Montbéliard</p> <p><i>Humanités</i></p> <p>UTBM F90010 Belfort Cedex Tél. : 03.84.58.31.75 Fax. : 03.84.58.31.78 E-mail : <prenom.nom>@utbm.fr http://www.utbm.fr</p>	<p>GE07</p> <p>Gestion financière et de l'investissement</p> <p>Examen partiel</p> <p>Durée : 3 heures</p>
<p>Christian GIRARDOT</p>	<p>Mercredi 8 janvier 2025</p>

Le sujet comporte quatre dossiers indépendants. Toutes les questions sont indépendantes.

Barème : 40 points

Consignes :

- *Le travail restitué sera réalisé sur la base des groupes constitués.*
- *Le travail restitué sera réalisé avec le texteur.*
- *Le travail restitué comportera une page de garde.*
- *Vous veillerez à la rédaction de vos réponses.*
- *Le travail sera sauvegardé au format .pdf.*
- *Le nom du fichier sera le suivant : GE07_partiel_groupe_numéro du groupe*
- *Le fichier sera déposé sur la plate-forme Moodle dans < Espace de dépôt de l'examen partiel GE07 >*
- *Tous les documents sont autorisés.*
- *Vous signerez la copie restituée.*

1^{er} dossier

« Expliseat vient défier les géants du siège d'avion », Emmanuel Guimard, *Les Échos*, lundi 16 septembre 2024

Travail à faire :

1. Relever les actifs incorporels et corporels dans lesquels la société Expliseat a investi dans le cadre de son projet de création d'un siège d'avion.
2. Expliseat a utilisé 10 des 17 millions d'euros que la société a levés en avril 2023. Comment la société Expliseat pourra-t-elle utiliser les 7 autres millions d'euros ? Vous distinguerez dépenses d'investissement et dépenses d'exploitation potentielles.
3. Quels avantages – vous en recherchez au moins trois – apportent à la société Expliseat la construction d'une usine plutôt que de continuer à recourir à la sous-traitance ?

2^e dossier

« Le fonds d'investissement Turenne entre au capital de l'éditeur de logiciels Sydev », Florian Espalieu, *Les Échos*, jeudi 31 octobre 2024

Travail à faire :

1. Rechercher ce qu'est un fonds d'investissement.
2. Préciser ce qu'entend faire la société Sydev des 10 millions d'euros apportés par le fonds d'investissement Turenne.
3. Les entreprises qui utilisent les logiciels Optima et Tamzag édités par la société Sydev, les inscriront-elles toujours à l'actif de leur bilan ?

3^e dossier

« Le manque de trésorerie pèse sur les industrielles », Adrien Lelièvre, *Les Échos*, mercredi 6 novembre 2024

Travail à faire :

1. Quelles mesures prennent les *start-up* qui voient leurs disponibilités financières s'épuiser ?
2. Identifier une limite à chacune de ces mesures.
3. Quelles peuvent être les causes – vous en recherchez au moins trois – des difficultés des *start-up* industrielles françaises à lever des fonds supplémentaires ?
4. Pourquoi est-il plus difficile – vous recherchez au moins trois causes – aux *start-up* industrielles de se financer qu'aux *start-up* du logiciel ?
5. Pourquoi la remise en cause du statut de jeune entreprise innovante (JEI) serait-elle préjudiciable ?

4^e dossier

« **Septeo va intensifier ses efforts en matière de R&D dans l'intelligence artificielle** »,
Hubert Vialatte, *Les Échos*, mardi 3 décembre 2024

Travail à faire :

1. Pourquoi le groupe Septeo a-t-il fait entrer deux nouveaux investisseurs au capital à la fin de l'année 2024 ?
2. Pourquoi avoir fait entrer antérieurement au capital du groupe Septeo une centaine de managers ?
3. Pourquoi le groupe Septeo entend-il accentuer substantiellement son effort de R&D dans les prochaines années ?
4. Pourquoi – vous recherchez au moins trois causes – le groupe Septeo a-t-il décidé de réaliser la majeure partie de son activité de R&D sur son site de Courbevoie (*Brain Lab*) ?

Expliseat vient défier les géants du siège d'avion

Emmanuel Guimard, *Les Échos*, lundi 16 septembre 2024

Deux milliards de dollars (soit environ 1,9 milliard d'euros selon le cours de change de fin décembre 2024). Telle est la valeur du marché mondial des sièges d'avion en classe économique, tant pour l'équipement des avions sortis des chaînes d'assemblage, que pour les avions faisant l'objet d'un rétrofit¹. C'est sur cet immense marché que se positionne la jeune entreprise technologique française Expliseat – elle a été créée en mars 2011 –, dont le siège social se trouve à Paris (XI^e arrondissement). Expliseat a inauguré ce vendredi [le vendredi 13 septembre 2024, Ndr] à Avrillé, près d'Angers (Maine-et-Loire, Pays de la Loire) sa première usine d'assemblage.

Implanté dans un bâtiment neuf de 6 000 m², le site d'Avrillé devrait assembler 10 000 sièges dès 2025. Les dirigeants ont anticipé : l'usine dispose d'une capacité annuelle de production de 25 000 sièges, volume qui ne devrait être atteint que dans deux ou trois ans. L'entreprise a investi au total « 10 millions d'euros » dans le site d'Avrillé. Le site emploie déjà 45 salariés, et devrait approcher les 120 salariés lorsqu'il fonctionnera à pleine charge. Amaury Barberot, président d'Expliseat, décrit une usine qui répond en tout point aux critères de l'industrie 4.0, insistant notamment sur l'ergonomie des postes de travail, les outils de réalité virtuelle, le système d'information « zéro papier », et le magasin de stockage intégralement automatisé. Pour financer cette implantation industrielle, Expliseat a levé 17 millions d'euros en avril 2023, auprès de bpiFrance², Go Capital³, NCI⁴ et BNP Paribas Développement⁵.

Expliseat emploie aussi 100 salariés dans son bureau d'études parisien. L'entreprise vient défier, sur leur terrain, des équipementiers de dimension internationale, comme le groupe américain Collins, le groupe allemand Recaro et le groupe français Safran. La société Expliseat fait avant tout valoir le poids de ses sièges. Leur fabrication met en œuvre un procédé technologique innovant de collage structurel de tubes en matériaux composites (carbone et titane), pour lequel l'entreprise a déposé plus de cent brevets. « *On économise ainsi 35 % de la masse du siège, soit 3 kg par passager, ce qui fait 600 kg sur un avion qui embarque 200 passagers* », résume Amaury Barberot. Sur le rétrofit, qui s'impose aux compagnies aériennes tous les huit à dix ans, le gain est de 5 à 6 kg par passager, soit une tonne par avion. « *C'est le poids d'une voiture* », précise Amaury Barberot, estimant « *que l'on fait ainsi économiser 3 à 7 % des émissions de CO₂ par passager* ». Expliseat avait lancé la production de ses premiers sièges en 2015, avec le concours d'un sous-traitant basé à

¹ Anglicisme employé pour désigner la remise à neuf d'un avion (systèmes critiques, avionique, peintures, sièges, systèmes d'information et de divertissement...).

² bpiFrance désigne la banque publique d'investissement. Elle a été créée en 2012. bpiFrance accompagne les entreprises. bpiFrance offre des solutions de financement, de l'amorçage (1^{ère} étape de la création d'une entreprise) à l'introduction en Bourse. bpiFrance intervient aussi bien en participant à des augmentations de capital qu'en accordant des prêts.

³ Go Capital est un fonds d'investissement dédié aux sociétés innovantes de l'Ouest de la France (régions Bretagne, Normandie et Pays de la Loire).

⁴ NCI est un fonds d'investissement dédié aux PME (petites et moyennes entreprises) implantées dans les régions Hauts-de-France, Île-de-France, et Normandie.

⁵ BNP Paribas Développement est une filiale de la banque commerciale BNP Paribas. BNP Paribas est la 1^{ère} banque commerciale française en 2023, sur la base du produit net bancaire (45,8 milliards d'euros). BNP Paribas Développement soutient les *start-up*, les PME et les ETI (entreprises de taille intermédiaire).

Montauban (Tarn-et-Garonne, Occitanie). Les sièges d'Expliseat ont trouvé leur marché : plus de 10 000 ont déjà été installés. L'entreprise a d'abord équipé des avions de 40 à 100 places. Elle compte désormais s'attaquer aux avions court-moyen-courriers de type Airbus A320 (plus de 8 000 appareils à livrer en novembre 2024) ou Boeing B737 (plus de 4 000 appareils à livrer en novembre 2024).

Parmi les derniers contrats signés par Expliseat, figurent Air-France – 30 avions Embraer de sa filiale *low-cost* Hop sont à rééquiper d'ici la fin de l'année prochaine –, ou Air Canada – 25 avions Bombardier de sa compagnie régionale Jazz sont à moderniser en 2025. Au-delà de l'aéronautique, Expliseat travaille depuis deux ans à se diversifier dans le marché ferroviaire. L'entreprise mène actuellement deux projets de R&D avec la SNCF. Globalement, Amaury Barberot évoque la perspective d'un chiffre d'affaires qui sera « *multiplié par trois en 2025* ». La société ne communique cependant aucun chiffre précis.

Le fonds d'investissement Turenne entre au capital de l'éditeur de logiciels Sydev

Florian Espalieu, *Les Échos*, jeudi 31 octobre 2024

Le fonds d'investissement Turenne⁶ vient d'annoncer avoir investi 10 millions d'euros dans la société Sydev, dont le siège social se situe à Échirolles (Isère, Auvergne-Rhône-Alpes). Cette dernière édite plusieurs logiciels à destination des professionnels du bâtiment. Fondée en 1998, la société Sydev emploie 70 salariés, dont 50 travaillent en France et 20 à l'Île Maurice. Elle compte parmi ses clients de grands comptes, tels que Vinci⁷ ou Spie Batignolles⁸, ainsi que des ETI⁹ et des PME¹⁰.

« *Il ne s'agit pas d'un emprunt. Notre capacité d'endettement reste donc intacte* », insiste Éric Veronese, président-fondateur de Sydev. Celui-ci demeure majoritaire dans la répartition du capital social. L'entrée au capital du fonds d'investissement Turenne en tant qu'actionnaire minoritaire doit permettre à Sydev de se développer, notamment sur le plan commercial. Des discussions seraient, par ailleurs, en cours en vue de procéder à des acquisitions.

Historiquement, l'offre logicielle de Sydev s'adresse aux métiers techniques (génie climatique, génie électrique, génie thermique, menuiserie, plomberie...) du second œuvre¹¹ du bâtiment. Ces métiers constituent 80 % du chiffre d'affaires de Sydev, qui devrait atteindre 8 millions d'euros à la fin de l'année 2024. Une activité aujourd'hui principalement réalisée en France, avec une présence significative sur l'île de La Réunion. Mais l'ambition de Sydev est d'élargir son offre à l'ensemble des métiers du bâtiment (charpente, façade, maçonnerie, peinture...).

Le principal logiciel édité par Sydev s'appelle Optima. Il est dédié au chiffrage et à la conception de devis. Les abonnements à Optima pèsent pour près de la moitié du chiffre d'affaires de la société Sydev. Et même 70 % avec l'autre produit phare – il est dénommé Tamzag –, qui constitue un outil de gestion des achats comprenant une base de données tarifaires. Ce logiciel a été modernisé pour devenir une véritable plateforme collaborative de préparation des achats.

« *Dans d'autres secteurs d'activité, ce type d'outil de mise en relation des clients et des fournisseurs existe depuis longtemps, mais dans le bâtiment, certains entreprises en sont*

⁶ Fondé en 1999, le fonds d'investissement Turenne accompagne des entreprises – *start-up*, PME et ETI –, à chaque étape de leur développement, sur tout le territoire français. Le siège social du fonds d'investissement Turenne est situé à Paris (VIII^e arrondissement). Il possède six bureaux en région (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes et Nice).

⁷ Vinci est une entreprise française créée en 2000. C'est le 2^e groupe mondial du secteur des concessions et de la construction. Il emploie 280 000 salariés dans le monde, dont 104 000 en France. Le siège social du groupe Vinci se situe à Nanterre (Hauts-de-Seine, Île-de-France).

⁸ Spie Batignolles est une entreprise française créée en 1968. C'est le 7^e groupe français de construction et de BTP. Le siège social du groupe Spie Batignolles se situe à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine, Île-de-France).

⁹ ETI : entreprises de taille intermédiaire. Ce sont des entreprises qui emploient entre 250 et 4 999 salariés en France.

¹⁰ PME : petites et moyennes entreprises. Ce sont des entreprises qui emploient entre 10 et 249 salariés en France.

¹¹ On entend par second œuvre tous les travaux qui permettent qu'une construction neuve soit à l'abri de l'humidité et du froid.

encore au carnet à souches », appuie Éric Veronese. « *Cette numérisation permet de centraliser tous les distributeurs de matériaux de construction¹², afin de maîtriser les prix d'achat et de fluidifier le passage des commandes* », ajoute Éric Veronese.

Une solution qui a séduit par exemple le groupe Fayat¹³ avec lequel la société Sydev vient de conclure un partenariat. « *Fin 2025, 2 000 à 3 000 utilisateurs supplémentaires s'ajouteront aux 12 000 actuels de Tamzag. Et du point de vue des fournisseurs référencés, nous passerons de 300 à 600* », indique Éric Veronese. Le tout avec des fonctionnalités élargies, qui font espérer à Sydev une multiplication par deux des abonnements souscrits à Tamzag. La société Sydev affiche désormais l'objectif de doubler, voire de tripler, son chiffre d'affaires et son effectif dans les huit prochaines années.

¹² Exemples de distributeurs de matériaux de construction : *BigMat, Descours & Cabaud, Frans Bonhomme, Gedimat, Point P, Samse...*

¹³ Fayat est une entreprise française créée en 1957. C'est le 5^e groupe français de construction et de BTP. Le groupe Fayat a réalisé un chiffre d'affaires de 5,7 milliards d'euros en 2023. Il emploie 23 000 salariés en 2023. Le siège social du groupe Fayat se situe à Bordeaux (Gironde, Nouvelle-Aquitaine).

Le manque de trésorerie pèse sur les *start-up* industrielles

Adrien Lelièvre, *Les Échos*, mercredi 6 novembre 2024

Chaque fois que le conseil d'administration d'une *start-up* se réunit, le sujet du *cash runway*, – comme on dit dans le jargon truffé d'anglicismes de la French Tech¹⁴ –, est abordé. En bon français, il s'agit du nombre de mois pendant lesquels il reste de la trésorerie disponible à une jeune entreprise, pour ne pas disparaître.

Cet indicateur – il est techniquement calculé en divisant le solde d'argent disponible sur les comptes courants bancaires par le montant des dépenses courantes d'exploitation –, est crucial, car il conditionne beaucoup les choix stratégiques futurs. Une jeune pousse¹⁵ qui constate que ses disponibilités financières commencent à s'épuiser, comprimera ses coûts salariaux, mettra ses commerciaux [ingénieurs et/ou techniciens, Ndr] sous pression, réfléchira à trouver de nouvelles sources de chiffre d'affaires, ou prendra contact avec des investisseurs pour tenter de se refinancer. Souvent, ces différents leviers sont activés simultanément.

Le sujet de la trésorerie est encore plus crucial chez les 2 500 *start-up* industrielles qui existent en France. Beaucoup d'entre elles risquent de terminer au tribunal de commerce¹⁶, si elles viennent à manquer de trésorerie. Au début de leur activité, beaucoup de *start-up* industrielles ne dégagent pas ou peu de chiffre d'affaires – et donc *in fine* ne perçoivent pas ou très peu de rentrées d'argent –, faute notamment d'avoir un carnet de commandes suffisamment rempli.

Une hécatombe est-elle à craindre bientôt dans la French Tech ? Selon une étude réalisée par l'association Start Industrie¹⁷, un peu plus de la moitié des *start-up* industrielles ont moins de six mois de trésorerie disponible. Pour un quart d'entre elles, le mur de la trésorerie se dressera dans les trois mois ! « *Le risque que nous percevons, ce sont des défaillances¹⁸ en série, et des destructions d'emplois* », alerte Jean-Philippe Thierry, vice-président de Start Industrie.

Dans ce contexte, la recherche de nouveaux capitaux vire à l'obsession. Près de trois *start-up* sur quatre sont dans cette situation en 2024, et autant vont tenter de lever de nouveaux capitaux l'an prochain, souligne l'étude réalisée par Start Industrie auprès de 107 jeunes sociétés, dont 17 % d'entre elles comptent plus de cinquante salariés.

Sur le plan des levées de capitaux, la situation est aussi préoccupante. Plus de 60 % des jeunes pousses industrielles estiment « *avoir de grandes difficultés à lever de nouveaux*

¹⁴ La French Tech désigne l'écosystème des quelque 25 000 *start-up* qui existent en France.

¹⁵ C'est la traduction qu'il est recommandé d'utiliser pour le terme *start-up*.

¹⁶ Face aux difficultés économiques et/ou financières rencontrées par une entreprise, le tribunal de commerce peut prononcer au mieux le redressement judiciaire de l'entreprise, au pire la liquidation judiciaire de l'entreprise. Selon une étude [octobre 2024] de la Direction Générale des Entreprises (DGE) au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, environ une *start-up* créée sur cinq disparaît dès la première année. Sept ans après leurs créations, 90 % des *start-up* ont disparu.

¹⁷ Start Industrie est l'organisation professionnelle représentative des *start-up* et des *scale-up* [voir plus loin, Ndr] industrielles françaises.

¹⁸ La défaillance d'une entreprise se matérialise par une procédure de dépôt de bilan auprès du tribunal de commerce où l'entreprise a son siège social.

fonds ». Et 85 % des sociétés concernées jugent « *que les conditions pour se refinancer se sont détériorées ces derniers mois* ».

En 2023, la moitié des levées de fonds au sein de la French Tech avaient été réalisées par des *start-up* industrielles (soit 4,18 milliards d’euros). Ce chiffre avait notamment été « gonflé » par l’ambitieux projet de la société Verkor¹⁹ – entreprise symbolisant la volonté des acteurs privés et des pouvoirs publics de réindustrialiser la France –, qui construit une gigafactory de batteries à Bourbourg, commune située entre Calais (Pas-de-Calais, Hauts-de-France) et Dunkerque (Nord, Hauts-de-France).

Mais, depuis, la dynamique s’est enrayée et un recul des financements – dans les sociétés innovantes de manière générale, et plus particulièrement chez les jeunes pousses industrielles –, devrait se produire en 2024, selon les prévisions de différents analystes. En France, bpiFrance²⁰ reste, de loin, le principal financeur des *start-up* industrielles. Des fonds d’investissement spécialisés dans le financement des *deeptech*²¹ ou des *greentech*²², jouent aussi le jeu. Malgré tout, parvenir à collecter des ressources financières dans l’industrie reste plus difficile que dans le logiciel. Et rares sont les fonds d’investissement capables d’apporter des capitaux importants à des *scale-up*²³ ou des licornes²⁴.

Par ailleurs, peu d’investisseurs comprennent vraiment les spécificités des jeunes pousses industrielles, qui ont un temps de développement long de leurs technologies, qui sont dépendantes de plusieurs fournisseurs, parfois internationaux, et qui sont à la merci du moindre “grain de sable” sur leurs lignes de production... Cette méconnaissance peut être source de frictions entre les dirigeants et leurs actionnaires. Les difficultés de la société Ynsect²⁵ doivent en outre inciter à la prudence ; les ventes n’ayant pas eu le succès escompté.

Ces signaux négatifs interviennent dans un contexte politique incertain. Les débats au Parlement sur le budget 2025 ont repris le 5 novembre. Plusieurs propositions sont regardées de près par les *start-up*, comme la remise en question du statut des jeunes entreprises innovantes²⁶. « *C’est clairement la douche froide. Beaucoup d’entrepreneurs se demandent*

¹⁹ Verkor est une entreprise française créée en juillet 2020. Son siège social se situe à Grenoble (Isère, Auvergne-Rhône-Alpes). Elle compte parmi ses actionnaires les groupes français Arkema, CapGemini, OP Mobility, Renault, Schneider Electric...

²⁰ Cf. note 2.

²¹ Ce terme désigne les *start-up* qui proposent des produits (biens ou services) basés sur des innovations de rupture. Tous les domaines sont concernés.

²² Ce terme désigne les *start-up* qui offrent des solutions innovantes permettant de lutter – directement ou indirectement – contre le réchauffement climatique.

²³ Ce terme désigne les jeunes entreprises qui sont sorties du statut de *start-up*, mais qui ne se sont pas encore inscrites dans un modèle international et de croissance forte

²⁴ En économie, une licorne est une *start-up* valorisée plus d’un milliard de dollars, qui n’est pas encore cotée en Bourse et qui n’est pas la filiale d’un grand groupe. Le terme a été inventé par la *business angel* (en français investisseur providentiel) américaine Aileen Lee en 2013. Exemples de licornes françaises : BlaBlaCar (plateforme de covoiturage), Deezer (streaming musical), Doctolib (gestion de rendez-vous médicaux), Ledger (stockage de cryptomonnaies), ManoMano (plateforme spécialisée dans le bricolage)...

²⁵ Ynsect est une *start-up* industrielle créée en octobre 2011. Son siège social se situe à Évry-Courcouronnes (Essonne, Île-de-France). L’objet de la société Ynsect est de développer une alternative à la fertilisation chimique et l’importation de protéines animales. Elle s’appuie pour cela sur l’élevage d’insectes. Une ferme industrielle verticale de 45 000 m², située à Poulainville (Somme, Hauts-de-France), est opérationnelle depuis février 2024. L’entreprise a été placée en procédure de sauvegarde par le tribunal de commerce d’Évry-Courcouronnes le mercredi 25 septembre 2024.

²⁶ Pour être qualifiée de jeune entreprise innovante (JEI), une société doit tout d’abord exercer une activité de R&D, et ensuite remplir cinq conditions d’éligibilité qui tiennent à l’ancienneté, l’effectif, la nouveauté de

“à quelle sauce ils vont être mangés” », déplore Jean-Philippe Thierry. « *Les dirigeants de start-up et de scale-up demandent avant tout de la stabilité fiscale et réglementaire* », ajoute encore Jean-Philippe Thierry.

De manière générale, les entrepreneurs de la Tech interrogés dans l'étude Start Industrie, sont critiques à l'égard des élus : 45 % se disent pessimistes vis-à-vis de la politique industrielle française. En dépit des “nuages noirs” qui s'amoncellent au-dessus de leur tête, 69 % des dirigeants des *start-up* industrielles se disent confiants pour l'avenir de leur entreprise dans les douze prochains mois. Un chiffre qui peut paraître élevé, mais qui est bien inférieur à celui des dirigeants de PME qui se déclarent optimistes (93 %) pour leur activité, selon le baromètre publié par Grant Thornton²⁷ en septembre 2024.

l'activité, la détention du capital social, et le montant minimal de dépenses de R&D) Le statut de JEI confère un avantage fiscal (exonération d'impôt sur les bénéfices à payer lors du premier exercice bénéficiaire) et un avantage social (exonération de cotisations patronales d'assurance maladie et d'allocations familiales).

²⁷ Grant Thornton est un groupe américain d'audit, d'expertise-comptable et de conseil juridique et fiscal, créé en 1924. Son siège social se situe à Chicago (Illinois). C'est le sixième groupe mondial de ce domaine. Il est présent dans 145 pays. La filiale française de Grant Thornton a été créée en 1963. Son siège social se situe à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine, Île-de-France).

Septeo va intensifier ses efforts en matière de R&D dans l'intelligence artificielle

Hubert Vialatte, *Les Échos*, mardi 3 décembre 2024

C'est un virage dans le développement de la société Septeo, éditeur de logiciels spécialisés destinés aux professions juridiques, aux métiers de l'immobilier, aux ressources humaines et à l'hébergement touristique. Cette ETI²⁸ qui emploie 3 100 salariés, est installée à Lattes, au sud de la métropole de Montpellier (Hérault, Occitanie). Elle vient d'ouvrir son capital au fonds d'investissement Téthys Invest, contrôlé par la famille Bettencourt-Meyers²⁹, ainsi qu'au fonds d'investissement singapourien GIC³⁰. Le fonds d'investissement britannique Hg Capital³¹, entré au capital en 2020, reste actionnaire majoritaire. Les autres actionnaires sont Hugues Galambrun, P-DG et fondateur de Septeo en janvier 2013, ainsi que le management de la société, avec une centaine de cadres impliqués.

« Nous intégrons les meilleurs investisseurs possibles. Avec cette opération, la structure du capital social du groupe Septeo devient plus diversifiée et plus équilibrée, avec une vision de long terme affirmée. Cela nous permettra de renforcer nos investissements en recherche et développement (R&D) dans la technologie. Car les investissements sont de plus en plus stratégiques dans notre secteur d'activité », précise Hugues Galambrun. Cette année, environ 50 millions d'euros (soit environ 12 % du chiffre d'affaires), seront investis en R&D, notamment dans l'intelligence artificielle. Cette enveloppe a concerné avant tout le centre R&D de Septeo baptisé *Brain Lab*, qui est implanté à Courbevoie (Hauts-de-Seine, Île-de-France).

Le montant investi dans la R&D devrait encore augmenter, « passant 12 à 20 % du chiffre d'affaires au cours des prochaines années ». Et Hugues Galambrun de donner un exemple sur lequel travaille le *Brain Lab* à partir de l'intelligence artificielle : obtenir un contrat juridique, de façon automatique et naturel. « Notre R&D n'est toutefois pas centralisée à Courbevoie. Il y a aussi de la R&D additionnelle dans nos sites de Barcelone (Espagne), Lattes, Valbonne (Alpes-Maritimes, Provence-Alpes-Côte d'Azur) et Toulouse (Haute-Garonne, Occitanie) », confie le dirigeant.

Le groupe Septeo entend continuer à se développer en Espagne dans les prochaines années. Avec le rachat début juillet [2024, Ndr] de la société We Recruit³², il s'est renforcé dans le domaine de la gestion des ressources humaines. Il entend poursuivre des opérations de

28 Cf. note 9.

29 La famille Bettencourt-Meyers n'est plus représentée depuis 2017 que par Madame Françoise Bettencourt, épouse de M. Jean-Pierre Meyers. C'est l'une des plus grandes fortunes françaises (elle était estimée à 94 milliards de dollars en 2023 par le magazine américain *Forbes*). Le fonds d'investissement Téthys Invest détient 34,7 % du capital du groupe français de cosmétiques L'Oréal.

30 GIC Private Limited est un fonds d'investissement souverain créé en 1981, afin de gérer les réserves de change de l'État asiatique.

31 Hg Capital est un fonds d'investissement britannique créé en 2000. Hg Capital compte plus de 400 salariés répartis entre ses différents bureaux de Londres, Munich, New York, Paris, San Francisco et Singapour. Il détient des participations dans plus de cinquante entreprises. Son siège social est situé à Londres.

32 La société We Recruit est l'éditeur d'un logiciel de recrutement personnalisable et modulable, qui réunit tous les outils nécessaires aux professionnels du recrutement. Le logiciel a été retenu par plus de 700 entreprises, ce qui représente plus de 15 000 utilisateurs. Le siège social de la société We Recruit est situé à Cesson-Sévigné (Ille-et-Vilaine, Bretagne).

croissance externe³³ ciblées. La croissance de Septeo est aussi poussée par les produits développés en interne, comme la solution LÉA dédiée aux cabinets d'avocats, ou la suite Modelo destinée aux agents immobiliers. Septeo est ainsi devenu le huitième éditeur de logiciels en France, selon le classement Truffle 100³⁴. Actif en France, Septeo est également présent dans plusieurs pays européens : Belgique, Espagne, Luxembourg, Portugal et Pays-Bas. Septeo a également franchi l'Atlantique dès 2018, pour s'établir au Canada, et la Méditerranée pour s'implanter en Tunisie en 2022. Le groupe Septeo devrait réaliser cette année [2024, Ndr] un chiffre d'affaires de 420 millions d'euros. L'objectif, selon Hugues Galambrun, est de « *s'approcher du milliard d'euros de chiffre d'affaires d'ici à 2030* ».

³³ La croissance externe désigne les acquisitions d'autres sociétés.

³⁴ Le Truffle 100 a été créé par le fonds d'investissement français Truffle Capital, et le cabinet d'études CXP, dans le but de mieux comprendre le secteur de l'édition des logiciels en France, d'en analyser sa vitalité, sa création de valeur et d'emplois, ainsi que sa capacité d'innovation.